

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pli fermé : 27 F et 14 F  
- programme communiste -  
1 an : 15 F (150 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE - N° 174  
LE NUMERO : 1 F  
3 au 16 juin 1974

## Pour combattre la bourgeoisie, le prolétariat devra, malgré l'opportunisme et contre lui, reprendre ses armes de classe

S'il fallait une preuve que l'antagonisme qui oppose les prolétaires aux bourgeois ne se situe pas seulement dans l'entreprise mais dans toute la société, qu'il est un antagonisme entre deux classes, une guerre qui se mène avec des armes de guerre, des plans de combats, la concentration des énergies, la force et la ruse, la contrainte et le mensonge, cette preuve serait donnée par les grandes manœuvres « sociales » que prépare en ce moment la bourgeoisie française, au lendemain des élections. Il ne faudrait pas

Il serait presque inutile de rappeler que le taux d'inflation atteint le rythme de 17 % par an, que le déficit commercial attendu pour cette année est de l'ordre de 20 à 30 milliards de francs, et ceci à la veille d'une récession de la production prévue pour la deuxième partie de 1974 et 1975, dans une ambiance de « ralentissement productif » international.

Les conséquences d'une telle situation pour la classe ouvrière ne sont pas difficiles à comprendre : selon le directeur de la Banque de France, O. Wormser, « déjà, si on parvenait à éviter une stagnation ou même une régression du niveau de vie, c'est que nous nous serions bien tirés d'une crise qui n'est pas du tout terminée... » (Le Figaro du 25-26 mai).

Pour ce qui est de l'emploi, le nombre de chômeurs recensés n'a jamais été aussi grand depuis qu'existe le mode de recensement actuel, et on peut lire dans *Entreprise* du 24-5-74 : « Plusieurs secteurs sont en effet touchés : l'automobile, la construction aéronautique, le textile, l'habillement, le cuir, le bâtiment et les travaux publics. Non seulement ces industries ne recrutent

plus, mais elles pourraient procéder à des licenciements collectifs ». Et « phénomène plus préoccupant encore, [sous entendu : car cela risque d'entraîner de l'agitation sociale] nombre de ces industries « sensibles » sont géographiquement concentrées », par exemple dans le Nord, les pays de la Loire et la Haute Normandie.

Ce qui inquiète évidemment la bourgeoisie, ce sont les conséquences sociales de ces difficultés économiques, car elle ne s'inquiète du sort des prolétaires que lorsqu'elle craint que ces derniers ne soient poussés à la révolte. Comme le déclarait un très philanthrope vice-président du CNPF aux assises nationales du patronat chrétien : « certaines situations de pénurie ou d'inflation galopante peuvent être à l'origine de tensions dramatiques surtout après une période de prospérité et de relative facilité. C'est pourquoi un ralentissement de la croissance ne doit pas entraîner, sauf une crise très grave, un ralentissement de la politique sociale. La politique sociale n'est pas un luxe pour période d'opulence ». (Le Figaro du 22-4-74). C'est la carotte pour faire avancer l'âne.

## Les grandes manœuvres sociales de la bourgeoisie

Telles sont les conséquences sociales directes de la situation. Mais comment la bourgeoisie peut-elle faire face à ses difficultés économiques ? Il faut selon *Les Echos* du 24-5-74 : « une modération indispensable de la consommation pour améliorer le niveau des échanges et des investissements », ce qui ne peut signifier autre chose pour les prolétaires qu'une pression plus grande du capital sur les salaires, et une intensification du travail pour ceux qui continuent à travailler. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que Giscard d'Estaing a promis dans son programme social l'augmentation du taux des heures supplémentaires qui répond à cette nécessité tout en pénalisant les entreprises les moins rentables. Comment dans ces conditions faire accepter aux travailleurs les sacrifices indispensables pour que les capitalistes français puissent préserver et même améliorer leur compéti-

tivité et augmenter leur part du marché mondial ?

« Le gouvernement n'a pas le choix et il sera contraint de consentir des avantages sociaux aux salariés » peut-on lire dans *Les Echos* du 21-5-74.

Quitte à devoir donner quelque chose, mieux vaut encore faire semblant de le donner de bonne grâce, et cacher ainsi le froid calcul d'une classe qui mesure son odieuse charité à l'aune de la rentabilité : « toute politique sociale doit être fondée sur un calcul économique intégral, c'est-à-dire tenant compte non seulement des dépenses qu'elle entraîne mais aussi des économies qu'elle peut permettre dans la diminution des tensions sociales » disait-on aux assises du patronat chrétien. (Le Figaro du 22-4-74).

Quelles sont donc les mesures envisagées ? Avec quoi la bourgeoisie pense-t-elle calmer le mécontentement créé par l'insécurité

croire que cette mobilisation de la bourgeoisie est purement contingente ; elle vise bien sûr à des effets immédiats, mais son sens et sa portée sont plus généraux. Il faut l'apprécier comme l'illustration d'une attitude provoquée par une situation internationale devenue instable et grosse de déséquilibres et de crises, qui fait craindre à la bourgeoisie des mouvements sociaux plus amples et plus fréquents que ceux qui ont jalonné la période de « prospérité » qui se termine.

grandissante ? Il s'agit en réalité d'abord des promesses électorales de Giscard d'Estaing : SMIC à 1200 F « dans l'année », maintien du salaire pendant un an en cas de licenciement collectif, progression plus forte des bas salaires, augmentation de l'allocation vieillesse, sans parler de la poudre aux yeux de « l'enrichissement des tâches » et des « horaires souples ». Comme le fait remarquer le patronat, « cela est considérable [sic] et M. Mitterrand n'en avait guère annoncé » (suite page 4)

## LETTRÉ D'ITALIE

### A côté du « petit divorce », solide mariage de l'opportunisme et de l'État

A en croire la grande presse d'information, l'opinion européenne était persuadée que la « bataille du référendum » marquait la veille d'un ne sait quels cataclysmes politiques. En fait, malgré les clameurs de la propagande et les déclamations des meetings, les deux fronts « opposés » étaient d'avant-

Le parti (majoritaire) de la Démocratie Chrétienne et les partis les plus représentatifs d'un laïcisme d'ailleurs tiède ne siégeaient et ne siègent-ils pas ensemble au gouvernement ? Et le P.C.I. ne rêve-t-il pas depuis un moment de ce « compromis historique » qu'il continue de proposer et que, du reste, la moitié du monde et la moitié de l'Europe est déjà en train d'expé-

riementer ? Traditionnellement, le socialisme italien bouffait du curé : aujourd'hui, il est plus que respectueux de « l'inviolabilité de l'Eglise dans le domaine qui lui est propre », comme l'a déclaré Saragat à peine connus les résultats du référendum ; malgré son (lointain) passé anticlérical, Nenni ne songe nullement à penser ou à dire autre chose que son compère social-démocrate ; quant à Berlinguer, il a tenté jusqu'à la dernière minute de négocier avec la D.C. un divorce encore plus « à l'italienne », c'est-à-dire encore plus restrictif et réactionnaire, que celui institué par cette loi qui porte, harmonieusement unies, les signatures d'un socialiste et d'un libéral. Tous enfin se disputent à qui défend et défendra mieux l'intégrité de la famille et ses valeurs éternelles des terribles dangers qui les menacent ;

## Les shylocks modernes et leurs serviteurs

Selon un document récent de l'OCDE (*Coopération pour le développement, Examen 1973*) l'endettement de ce qu'on appelle le Tiers-Monde vis-à-vis des métropoles impérialistes a plus que doublé en 7 ans, passant de 37,5 à 79,2 milliards de dollars de 1965 à 1971. L'« aide » totale des métropoles pour l'année 1971 s'est élevée à 18,1 milliards, mais si on considère les profits rapatriés, la part à rembourser au titre de l'amortissement et des intérêts des dettes contractées les années précédentes (12,2 milliards), et les conditions léonines auxquelles cette « aide » est souvent accordée (obligation d'achat dans les métropoles à des prix allant jusqu'au double du cours mondial, intérêts élevés, remboursement exigé à moyen terme, etc.), on s'aperçoit qu'en fait ce sont les pays arriérés qui... aident les métropoles, tout en s'endettant toujours plus envers elles.

L'impérialisme se nourrit de l'exploitation non seulement du prolétariat des métropoles, mais des masses immenses des pays arriérés. C'est ainsi que, après plusieurs siècles de « progrès » capitaliste, d'accumulation forcée de richesses à un pôle de la société, la misère sociale du prolétariat métropolitain a pour contrepartie la famine et la misère tout court qui, de l'aveu même du secrétaire de l'ONU (*Nouveau Journal* du 11-4-74), sévit dans les deux tiers de l'humanité.

A entendre les protestations de bonne volonté des grandes puissances à la session extraordinaire des Nations Unies sur les matières premières et le développement qui vient de se tenir à New York, on ne comprend pas comment il peut en être ainsi : c'est à qui protégera le mieux les intérêts bien compris des peuples du Tiers-Monde. Si les Etats-Unis s'élèvent contre toute « politique de pressions et de menaces » des producteurs de matières premières (*L'Humanité* du 16-4-74) et reprochent à la France de favoriser en sous-main les pays arabes, ce n'est pas parce qu'ils défendent leur hégémonie de premier empire économique et militaire du monde, mais parce que, « l'économie mondiale étant un réseau hautement sensible de rapports », la crise qui résulterait de « ces pressions et de ces menaces » retomberait sur les pays arriérés eux-mêmes. Si la France appelle à une « coopération de grande envergure entre pays à niveaux de développement économique différents » (*Nouveau Journal* du 11-4-74), ce n'est pas pour défendre contre les Etats-Unis son droit à étrangler les populations de la zone franc, ni pour consolider sa percée dans les chasses gardées anglo-saxonnes, mais pour poursuivre l'œuvre civilisatrice qui est sa mission universelle. Si l'URSS « socialiste » ne parle pas plus que les précédents de l'annulation des dettes

(suite page 2)

tous ont tiré prétexte de la « consultation » pour renouveler leurs serments de fidélité à la démocratie, à la patrie et à la constitution ; et même si l'Eglise, dont une frange a voté « non » à l'abrogation de la loi existante, verse un pleur sur cette ébauche de divorce sanctionnée par le scrutin, elle est plus que disposée à reprendre le « dialogue » avec ses promoteurs — et on sait que les « communistes » sont bien les derniers à vouloir imposer des choses qui déplaisent à notre Sainte Mère.

Tout continue donc comme avant, sauf dans l'imagination des groupes « extraparlimentaires » qui croient avoir sauvé avec leur bulletin on ne sait quel trésor menacé, d'avoir empêché on ne sait quel coup d'Etat, d'avoir défait on ne sait quel ennemi ; et ceci, après avoir récité « dans la rue » les mêmes litanies que celles dévidées par les partis « laïques » au parlement, avec seulement un peu plus de démagogie et un peu moins le sens du ridicule.

La fête finie, « le pays » (comme ils disent) s'est retrouvé devant les problèmes que dans les fumées de la kermesse référendaire il avait peut-être cru escamotés. Certains

ont déclaré pompeusement que le vote du 12 mai « a rapproché l'Italie de l'Europe » : en fait, pendant que vibraient les meetings, des déterminations matérielles bien plus fortes que le petit divorce italien éloignaient la péninsule de la C.E.E. Importer un minidivorce des « pays civilisés » du vieux continent ne coûte rien. Mais il faut payer pour importer la viande que les élevages (autrefois) fertiles de la Valle Padana ne parviennent plus à donner en quantité suffisante ; pour tout, il faut payer ; dressons donc, et vive l'euro-péisme, de nouvelles barrières à l'importation.

A d'autres, le vote a inspiré un hymne à la « maturité du peuple italien » ; mais il faudrait bien d'autres signes de « maturité » pour inciter la finance internationale, même celle des pays frères d'Europe, à accorder à un Etat, qui a englouti avant même de les avoir reçus les crédits plus ou moins promis, les avances dont il a un besoin urgent. Qu'importe que le mariage individuel soit plus ou moins « dissoluble » : ce qui est urgent, c'est d'établir « entre tous les Italiens » un mariage de fer ; un solide mariage collectif qui unis-

(Suite page 2)

# Honteuse attitude des syndicats américains de l'automobile

La crise — même si elle n'est que relative — de l'industrie automobile américaine a trouvé un écho immédiat dans le cœur tendre des syndicats de l'U.A.W (le syndicat des travailleurs de l'automobile), toujours prêts à défendre les poches du patron et son droit — légitime dans la société capitaliste — de chercher, en qualité d'acheteur de la force de travail, à prolonger au maximum la journée de travail, contre la tendance opposée de l'ouvrier à réduire à des limites supportables les contraintes de la production. Nous lisons donc dans le journal italien *Il Globo* (27-11-73), un journal servant ouvertement les intérêts patronaux, un article qui se fait l'écho de cette situation.

Dans cet article, intitulé « Automne tiède [mieux vaudrait dire glacé] pour l'industrie automobile des U.S.A. », nous lisons qu'à la General Motors les accords patronaux-syndicats ont été signés « une heure avant l'échéance. Et s'il n'avait pu y avoir accord, l'opération Apache aurait été déclenchée ». Quel aurait été le contenu de cette opération au nom si impressionnant ? Non pas la prise du scalp du patron, mais « une série de grèves perlées (le procédé est toujours le même), capables de bloquer la production sans grever le fond d'assistance aux grévistes que le syndicat constitue avec les cotisations des travailleurs ». Il faut croire que ces « Apaches » ont des méthodes bien nouvelles pour réussir à bloquer la production sans avoir recours à la caisse de grève ! De même chez Ford, le 26 octobre précédent, l'accord avait été renouvelé sans une minute de grève. Et chez Chrysler avec deux journées de grève seulement.

Pendant des siècles d'histoire du capitalisme, on n'a jamais, absolument jamais constaté que la classe ouvrière ait obtenu, nous ne disons pas une amélioration, mais simplement le maintien de son niveau de vie sans avoir durement lutté. Nous pouvons donc imaginer quelle « victoire » a pu représenter pour les travailleurs de l'industrie automobile cette signature d'accords pour lesquels il n'y a pas eu une seule heure de grève, ou au mieux deux misérables journées ! Et cette situation « d'exceptionnelle paix sociale » ne concerne pas la seule

industrie automobile, mais en général toutes les luttes ouvrières de cette période, puisque « le nombre des journées de travail perdues pour cause de grève a en réalité diminué de 10 %, bien qu'aient été négociés de nouveaux accords qui concernent 3.337.000 travailleurs, presque le double de la même période de 1972 ». Et, pendant que le coût de la vie augmente, « dans les accords qui s'appliquent aux entreprises de 1.000 travailleurs et plus, les augmentations moyennes pour la première année de validité de ces accords sont descendues à 6 %, contre 7,7 % l'année précédente. En pratique, les limites fixées par l'administration ont été observées sans difficultés ».

Mais voyons les points fondamentaux de ces accords. La « revendication prépondérante » (!) concernait « une amorce de volontariat pour les heures supplémentaires ». L'accord avec Chrysler prévoit un maximum hebdomadaire de 14 heures supplémentaires sur 6 jours (neuf heures par jour de travail, samedi compris), avec la possibilité de refuser de travailler le dimanche [quelle bonté] ou de sauter un samedi sur deux à condition que le travailleur n'ait pas subi de remontrances ou été absent pendant la semaine [!!!]. L'accord avec Ford porte à 10 heures l'horaire quotidien de travail, mais limite le nombre de samedis de l'année où le travail est obligatoire, et maintient le droit de refuser le travail dominical ». En ce qui concerne l'accord à la General Motors, il est immédiatement corrigé par « de petites clauses restrictives qui en suppriment la validité dans chaque secteur de la production considéré comme « critique », et pendant les périodes de l'année où démarre la production de nouveaux modèles : il n'est pas valable en somme, précisément dans les situations où le travail supplémentaire obligatoire s'est avéré, pendant l'année 72, un véritable esclavage qui a conduit à une semi-révolte de la base ».

Est-ce là la libre Amérique, le paradis de la démocratie, la société de l'opulence, le pays des travailleurs riches et embourgeoisés ? En fait, pays plus riche et plus développé signifie nécessité de mieux contrôler le prolétariat et ses organisations, jusqu'à l'intégration to-

tales (de fait, sinon de droit, l'important étant qu'elle se fasse) des syndicats dans l'Etat, selon la tendance du capitalisme dans sa phase suprême, c'est-à-dire « fascisante » ; cela signifie la limitation du droit de grève et la tendance au contrôle des salaires, avec tout au plus la concession d'avantages sociaux (comme cela est en effet prévu dans les accords : amélioration de l'assistance maladie, possibilité de prendre sa retraite après trente années de travail).

Quelle fut la réaction ouvrière dans tout cela ? Les accords furent soumis à la ratification des ouvriers : ceux de Chrysler auraient été repoussés par 1.500 travailleurs sur 125.000, ceux de Ford par un tiers des travailleurs. Mais comme nous en avons l'article cité, ces données « doivent être observées avec beaucoup de circonspection car le contrôle de l'appareil est total et nul n'est en mesure de vérifier les résultats ».

La « voix de la base », en réalité, s'exprime bien mieux par les coups et les protestations violentes qui explosent inévitablement dans une telle situation : « les grèves sauvages, la violence dans les usines, l'absentéisme et le sabotage », et des épisodes comme celui de l'occupation du siège de l'U.A.W. ou ce cas d'un ouvrier envoyé à l'hôpital par la balle d'un syndicaliste local.

La conclusion, selon l'auteur de l'article, est que tout cela « ne réussit pas à devenir un fait politique qui obligerait le syndicat à organiser une riposte politique », et que l'U.A.W. qui aurait une « tradition de progressisme comparée à d'autres « Unions » aux caractères de mafia et aux tendances corporatives marquées » (!!!), serait plutôt un syndicat qui « résiste au déferlement des nouveautés ».

Pour nous au contraire, il n'est que trop évident qu'il ne s'agit nullement ici d'un syndicat plus ou moins ouvert aux nouveautés (ces nouveautés étant d'ailleurs plutôt anciennes puisqu'il s'agit de l'inévitable heurt entre le prolétariat poussé par ses misérables conditions de vie et l'appareil opportuniste de contrôle et de sabotage des luttes), et que la reprise prolétarienne ne pourra en aucun cas se frayer une voie par une telle organisation.

## A côté du « petit divorce »

(Suite de la page 1)  
se en particulier le gouvernement et les syndicats, les représentants patronaux et les représentants ouvriers, afin qu'on produise plus et consomme moins, que le gaspillage diminue et que les investissements augmentent, en un mot pour qu'on fasse calmement et patriotiquement, en bons pères et en bons enfants, les sacrifices nécessaires.

C'est ça le fond du discours adressé par le président du conseil aux trois centrales syndicales réunies. Et celles-ci qui, durant le référendum, avaient agité le spectre de « heurts violents » et de batailles « sans quartier », se sont précipitées pour négocier avec les ministres compétents, renvoyant en juin (paraît-il, mais quand donc ont-elles tenu les terribles promesses de ce genre ?) toute décision « plus gra-

ve ». Que demandent-elles, d'ailleurs ? Des investissements, elles aussi. Ou'en attendent-elles ? Un « nouveau modèle de développement », quelque chose d'analogue au « programme commun » français ; une démocratie renforcée — plus juste, et donc plus forte. (Entre parenthèse, à l'occasion du nième kidnapping par les fantomatiques « brigades rouges », le P.C.I. et les confédérations syndicales ont été les premiers à en appeler à la force de l'Etat en tant que représentant de la collectivité par dessus les classes : y a-t-il des champions plus zélés des institutions de la patrie et même de leurs agents d'exécution ?).

La classe ouvrière assiste à ce jeu désorientée et désemparée. Durant les dernières luttes pour les conventions collectives, elle a mon-

tré quelques signes d'agitation : dans quelques grandes entreprises elle a échappé, malheureusement pour peu de temps, au contrôle des chiens de garde syndicaux et politiques. Maintenant, elle semble fatiguée et repliée sur elle-même.

Mais les cris d'alarme lancés d'un côté, comme les déclarations de « sens des responsabilités » qui leur font écho de l'autre, ont une racine objective, une racine que les pompeux programmes de réformes mettront en évidence dans toute sa dureté. Cette racine, c'est une crise chronique de l'économie, sur laquelle les vicissitudes internationales du capitalisme se répercutent avec beaucoup plus de violence que dans d'autres pays — crise de l'agriculture, crise de l'industrie, crise de la balance commerciale et plus encore de la balance des paiements, crise du « marché du travail » comme du marché des marchandises et du marché des capitaux.

Aucun des médecins parlementaires (ou extraparlémentaires mais tout aussi démocrates) ne peut apporter de remède à ces facteurs objectifs, qui doivent inévitablement remettre les travailleurs en mouvement. Sauvés pour la nième fois, la démocratie italienne aura encore besoin de sauveurs. Et sur le dos de qui sera-t-elle sauvée, de qui sinon des prolétaires ? Peut-être que les jours d'un retour des ouvriers à la « désobéissance » et à « l'indiscipline » ne sont plus si éloignés !

Et peut-être que — face à la crise des « institutions », de l'ordre public, de la paix sociale — le temps est proche où fleurira le « compromis historique ». Bien entendu, pour sauver le statu quo... !

## Les shylocks modernes

(suite de la page 1)

du Tiers-Monde à l'égard des Occidentaux et du Japon, ce n'est pas parce que cela pourrait donner de mauvaises idées à l'Inde, à l'Egypte ou à l'Irak, mais parce que, en protectrice des peuples, elle est pour « une solution qui tienne compte, sous tous leurs aspects, des intérêts des producteurs comme de ceux des consommateurs » (*Le Figaro*, 12-4-74).

A la face de ces brigands, le jeune Etat bourgeois chinois a encouragé les peuples du Tiers-Monde à « prendre en main la production, le stockage et le transport de leurs matières premières » (*Le Figaro*, 12-4-74), et félicité les pays arabes d'avoir, grâce à l'arme du pétrole, « rabattu l'arrogance de l'impérialisme ». Mais il n'a pas pour autant oublié le « Deuxième Monde » (apparemment l'Europe et le Japon), ces malheureux « pays développés qui ont à souffrir, à des degrés divers, de l'une ou l'autre superpuissance », en les exhortant eux aussi à résister au « Premier Monde », les Etats-Unis et l'URSS, en s'alliant avec le « Troisième ». En somme, si nous avons bien compris, la lutte anti-impérialiste selon la pensée-Maotsetoung implique que les peuples du Gabon, du Cameroun, de Madagascar, du Tchad, s'unissent à la France, ceux de l'Afrique anglophone à la Grande-Bretagne, celui du Zaïre à la Belgique. La Chine peut bien, dans ces conditions, recommander que les prêts

soient « à bas intérêt ou sans intérêt », les dettes (réduites ou annulées), elle aura quand même bien mérité du « Deuxième Monde » impérialiste.

Quant au PCF, fidèle à son rôle de laquais social-impérialiste de sa bourgeoisie, il attaque dans *L'Humanité* les USA — ce qui va de soi — et reproche à ses maîtres français de n'avoir « jamais fait allusion à ce qui est à la base de toute nouvelle politique vis-à-vis du Tiers-Monde : reconnaître le droit de chaque nation à récupérer ses richesses nationales » (*L'Humanité* du 21-4-74), pour s'écrier ensuite : « Si rien n'est fait pour les aider plus (sic !) les pays pauvres du Tiers-Monde vont s'enfoncer dans la misère » (*L'Humanité* du 19-4-74). Plus d'« aide » ? Quel impérialisme n'y souscrirait, même si elle est baptisée « non néo-colonialiste » ? Car pour tous, maîtres et valets, les traites tirées resteront des traites à payer, quitte à les payer avec « une livre de chair » s'il le faut.

Les prolétaires des métropoles ne peuvent s'émanciper sans combattre inconditionnellement toute forme d'oppression, politique, militaire, financière, de l'impérialisme, ils ne peuvent se préparer aujourd'hui et ne pourront réaliser demain la destruction du capitalisme mondial, en collaboration fraternelle avec les travailleurs du monde entier, sans déclarer — en premier lieu chez eux — une guerre à mort aux Shylocks modernes et à leurs serviteurs.

## Un tract diffusé par nos camarades

Nos militants d'une entreprise de la région du Nord ont récemment diffusé le tract suivant :

**Prolétaires, Camarades, Travailleurs de Métro !**  
Le 7 mai, à la réunion mensuelle, la direction a rejeté toutes les revendications présentées depuis plus de quatre mois : 10 % d'augmentation du salaire ; salaire minimum supérieur à 1.260 Frs ; prime de 500 Frs pour départ en vacances ; pause d'une demi-heure pour huit heures de travail continu.

Suite au refus de la direction, nombreux étaient les travailleurs décidés à y répondre radicalement (débrayages ou grèves...). Cette réaction saine des travailleurs est la seule qui puisse permettre la satisfaction des revendications.

**Prolétaires, Camarades, Travailleurs de Métro !**  
Depuis plus de quatre mois, les bonzes syndicaux de la C.G.T. n'ont rien fait pour faire aboutir vos revendications légitimes. En plus pendant cette période une quinzaine de travailleurs ont été licenciés sans que les bonzes syndicaux organisent la riposte nécessaire. La répression sous toutes ses formes (avertissements, menaces, brimades) n'a cessé de sévir. Aujourd'hui, les bonzes C.G.T. font tout pour empêcher toute lutte, et cela contre la volonté de combat des travailleurs : pas de réunion des travailleurs pour décider de l'action à mener, dénonciation de la grève comme moyen aventuriste, pas de grève pendant la période électorale (trève sociale !).

Ils veulent présenter une pétition, signe du mécontentement général, pour sensibiliser la direction et lui faire admettre les revendications. Ils osent prétendre que cela est suffisant ! C'est du pacifisme le plus plat !

Leurs motivations sont claires : ces messieurs sont pour la bonne marche de l'entreprise... capitaliste ; ils ne veulent pas de la grève car elle risque d'effaroucher les petits bourgeois qui « voteraient » pour le candidat de la « gauche ». Comme si notre lutte allait cesser par la victoire de l'un des candidats à la présidence de la république bourgeoise. Misère de l'opportunisme ! Les bonzes refusent de lutter radicalement en vous faisant croire que la grève ne sera pas suivie par l'ensemble ; qu'il faut y associer les cadres et aussi que la direction de Métro Lomme est d'accord avec les revendications, mais que la direction générale s'y oppose.

En fait, une grève peut être menée sans que tous les travailleurs (100 %) soit momentanément d'accord. C'est dans la lutte que les plus combattifs soutiennent leurs camarades moins décidés. C'est en élargissant le mouvement dans l'espace (solidarité des autres Métro et des travailleurs dans leur ensemble) et dans le temps (grève de longue durée, illimitée) que la victoire se réalise. Cantonner la grève dans un atelier et dans un laps de temps est nocif pour les travailleurs. La répudier et dévier les forces généreuses des travailleurs vers des voies de garage, est une trahison.

**Prolétaires, Camarades, Travailleurs de Métro !**  
La grève effraie la direction, désoriente la clique des bonzes syndicaux. Les premiers menacent de ramener des jaunes, les seconds font ce qu'ils peuvent pour saboter toute tentative de lutte des travailleurs.

La grève, c'est notre arme. C'est la seule arme efficace que nous ayons face aux empiètements toujours croissants du capital.

A l'union de la direction et de l'opportunisme nous opposons l'union de tous les travailleurs, la solidarité de classe contre la classe bourgeoise et ses valets.

**POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET UNE REDUCTION DRACONNIENNE DU TEMPS DE TRAVAIL !**

**POUR LA LUTTE UNITAIRE DU PROLETARIAT CONTRE L'ESCLAVAGE SALARIE !**

**PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !**

**PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.**

## PUBLICATIONS DU PARTI

<b>EN FRANÇAIS</b>	
— Communisme et fascisme, 158 p. ....	8,00 F
— Le principe démocratique, 24 p. ....	1,50 F
— Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 p. . .	4,00 F
— La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 p. ....	5,00 F
— Force, violence, dictature dans la lutte de classe, 58 p.	4,00 F
— Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours .....	15,00 F
<b>EN ESPAGNOL</b>	
— Los fundamentos del comunismo revolucionario ....	4,00 F
— Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase ....	4,00 F
— Partido y clase .....	7,00 F
<b>EN PORTUGAIS</b>	
— Teses características do partido : bases de adesao ..	3,00 F
— Partido y classe .....	8,00 F

# Immigration et xénophobie : « patriotisme et falsification »

## un exemple, la Suisse

(La première partie de cet article a paru dans le n° 173 du « Prolétaire »).

La situation idyllique de l'industrie suisse sur le marché européen et mondial ne devait pas être éternelle. La Suisse a connu un faible taux de croissance de la productivité dans les années 1955-1965 : 4 %, alors qu'il était de 5,5 % en Allemagne et de 6,2 % en Belgique. Dans les années 1963-64 se posèrent à la fois la nécessité de procéder à la restructuration retardée jusque là, surtout des branches de l'industrie tournées vers l'exportation, et le besoin pour la bourgeoisie de donner au pouvoir politique des instruments « constitutionnels » de lutte contre l'inflation et la surchauffe. Mais cela ne pouvait se faire sans affrontements entre les grandes industries et la petite et moyenne entreprise menacée par la « rationalisation » du capital, parce que vulnérable à tout ce qui peut augmenter ses coûts de production. Les « initiatives contre l'immigration » et leurs suites doivent être comprises dans ce contexte. Dans les années 1963-64, le Conseil Fédéral avait fixé un plafond au pourcentage de la main d'œuvre étrangère par entreprise : cette mesure, qui ne résolvait en rien le problème de la restructuration des secteurs arriérés, n'était qu'un compromis imposé par le « cartel des moyennes entreprises ». Il faut comprendre la puissance de ces secteurs arriérés dans le cadre du fédéralisme démocratique de la Suisse. Dans le Vorort (Union Suisse du Commerce et de l'Industrie), qui est le syndicat central du patronat, ces secteurs sont majoritaires. Cela explique aussi que cet organisme ait paradoxalement réagi avec tant de violence contre la deuxième initiative Schwarzenbach, tout en agitant d'ailleurs les mêmes slogans nationalistes sur l'unité des intérêts de tous les Suisses, patrons et ouvriers. Malgré cela, en 1969, sous la pression des secteurs avancés du grand capital suisse (représenté par l'O.F.I.A.M.T.) a été mis en place le « plafonnement global ». La conséquence en est évidente : les secteurs de pointe auront toute possibilité d'absorber sur le marché du travail la quantité de force de travail nécessaire à leur développement (ce qui était moins facile avec le plafonnement par entreprises), les secteurs retardés, eux, se contentant des restes ; ce qui, à moyen terme, permettra la concentration et l'élimination plus rapide des secteurs les moins dynamiques. Les initiatives « contre l'emprise de la surpopulation étrangère » utilisent donc le chauvinisme de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, entretenu par l'opportunisme, pour accélérer le projet de restructuration et de modernisation de l'industrie en vue d'une concurrence mondiale toujours plus âpre.

Le vote populaire sur la deuxième initiative, celle du 7 juin 1970, a donné les résultats que l'on sait : 654.844 « non » contre 557.517 « oui ». Cette proportion montre que les réactions chauvines et racistes n'épargnent pas la classe ouvrière elle-même. En attisant ces réactions, sur la base de la concurrence, la bourgeoisie joue d'une de ses armes

classiques ; mais elle y est puissamment aidée par les directions syndicales et les partis soi-disant ouvriers. Depuis 1937 notamment, les syndicats ont bâti leur stratégie de collaboration de classe sur le principe de la « paix du travail ». Le patronat suisse avait alors déclaré que « pour faire face à un concurrent économique aussi dangereux pour la Suisse que l'Allemagne, l'industrie de notre petit pays sans matières premières ne peut trouver une issue que dans la suppression des conflits sociaux et économiques internes, par un accord réglementant les rapports entre employeurs et salariés ». Répondant à cet appel, la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers signait en juillet 1937 avec l'association patronale une convention, la « paix du travail » que l'Union Syndicale Suisse appréciait ainsi dans son rapport d'activité de 1963 à 65 : « La Paix du Travail favorisant une production sans à-coups, et sans pertes sèches consécutives aux conflits sociaux, tous les employeurs devraient se convaincre qu'ils ont intérêt à favoriser plutôt qu'à freiner l'organisation des travailleurs au sein des syndicats, qui sont un élément d'ordre dans la profession ». Ainsi, depuis quarante ans et plus, la classe ouvrière suisse est enfermée dans le ghetto de l'intérêt national. Tous les réflexes de classe ont été anesthésiés par l'opportunisme syndical et politique. Il suffit de voir l'attitude des dirigeants syndicaux dans les rares mouvements de classe pour comprendre leur rôle de briseurs de grèves (par exemple, chez Maurer, Arolla, Monteforno...). Par rapport à la troisième initiative qui vient d'être rejetée au Conseil National par 157 voix contre 3, l'Union Syndicale Suisse, après avoir préconisé son propre contre-projet fédéral pour restreindre l'immigration (comme l'ont fait par exemple en France C.G.T. et C.F.D.T.), ont pris une attitude de complète amission, qu'un bonze jurassien exprimait clairement : « Nous, on s'en lave les mains ; que les patrons qui ont engendré cette politique d'appel à la main d'œuvre étrangère pour développer leur industrie se débrouillent. De toute façon, elle est inapplicable, mais avec l'état d'esprit de la classe ouvrière aujourd'hui, elle a toutes les chances de passer ». L'U.S.S. obéit ainsi à des suggestions basses électoralistes : elle est en effet dirigée principalement par le Parti Socialiste, à qui la prise de position de l'U.S.S. en 1970 contre la deuxième initiative avait fait perdre une bonne partie de sa clientèle électorale ouvrière, et qui refuse de continuer « dans cette voie désastreuse ».

Ainsi, tandis que les publicistes bourgeois à la Schwarzenbach utilisent la pénurie de logements, le manque d'écoles, d'hôpitaux, etc., pour dénoncer l'« envahissement des étrangers », le prolétariat suisse, atomisé et intoxiqué par ses propres organisations, est conduit à abandonner ses objectifs de classe pour la défense illusoire de ses maigres privilèges.

Le rôle des organisations opportunistes qui encadrent une partie des immigrés — « Colonies libres italiennes » et « Association des travailleurs espagnols en Suisse », toutes les deux dirigées par les P.C. officiels — n'est pas non plus à sous-estimer. Basant leur politique sur le principe stalinien de la « non ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers », elles ne mobilisent leurs adhérents que pour des actions ne concernant que leur propre pays — le P.C.I. pour sa propre victoire aux élections italiennes, et le P.C.E. pour la « lutte contre le fascisme de Franco et l'instauration d'une démocratie nouvelle ». La constitution en classe du prolétariat exploité sur le territoire suisse passe par la dénonciation de ces deux directions opportunistes complémentaires, qui perpétuent à travers la division concurrentielle de la classe les conditions de son esclavage salarié. Dans ses luttes immédiates, comme dans le combat général contre les bases mêmes de son exploitation, contre les Etats qui les garantissent, le prolétariat doit expulser de ses rangs l'opportunisme social-chauvin, social-démocrate et stalinien, ce cancer mortel qui le ronge en le détournant de ses objectifs de classe pour l'entraîner vers la solidarité avec chaque bourgeoisie nationale.

Suisses, espagnols ou italiens, les prolétaires n'ont pas de patrie à défendre, ils ont un ennemi commun : le capitalisme et l'Etat qui le défend !

C'est le titre d'un émouvant article que l'Humanité a publié en première page de son numéro du 9-5-74, s'indignant que « le candidat de la droite... essaie de contester le patriotisme des communistes et de leur parti. » Et cela au prix des « falsifications les plus grossières ».

Mais en défendant, en étalant ses principes et son passé, le P.C.F. ne fait que falsifier les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire, et confirmer — bien malgré lui — une de nos thèses : l'invariance de l'opportunisme, liquidateur des intérêts du prolétariat international au profit de ceux de « sa » bourgeoisie nationale. Écoutons-le : « Déjà, en 1926, Maurice Thorez — alors jeune dirigeant du Parti ouvrier et internationaliste en formation — exaltait l'action des communistes qui deviennent les meilleurs défenseurs du patrimoine national (...) C'est lui qui, en juin 1940, a proposé les mesures pour s'opposer à l'invasion nazie... Enfin une perle :

« Le Parti Communiste ne prétend nullement au monopole du patriotisme. Nombre de patriotes ne sont pas communistes. Mais on ne peut pas être communiste sans être patriote. C'est une question de principe et non une position circonstancielle. [souligné par nous]. Toute l'histoire de notre Parti, sa pratique quotidienne, le passé et le présent attestent hautement de son sens profond du devoir national. »

C'est le discours du valet fouetté par son maître mais toujours prêt à voler à son secours au moindre danger. C'est l'opportunisme qui rappelle cyniquement ses offres et ses états de service pour épauler « sa » bourgeoisie nationale et saboter toute velléité de reprise effective de la lutte prolétarienne, aussi bien lorsqu'il s'agit d'envoyer le prolétariat servir de chair à canon dans les guerres impérialistes, que pour l'atteler aux tâches de « reconstruction nationale » (« produire d'abord, revendiquer ensuite ») ou enfin lorsqu'il s'agit de le museler en l'enserrant dans un grand « élan » unitaire, populaire et patriotique alors que la conjoncture internationale annonce des lendemains difficiles. Le 1-4-74 c'est Marchais qui déclare, citant presque Thorez : « Nous les communistes, parce que nous sommes le parti de la classe ouvrière, nous avons repris des mains défaillantes de la bourgeoisie le drapeau de la nation. »

La position des marxistes, des seuls communistes, n'a pas varié non plus depuis 50 ans, et cette position que nous revendiquons se rattache par un fil historique continu à des textes vieux de plus de 150 ans :

« Les ouvriers n'ont pas de patrie... « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Si le communisme ne fait pas siens l'idéal patriotique et le principe de la patrie, il n'a jamais nié que le prolétariat devait lutter pour « défendre la patrie » lorsque la naissance de la nation moderne est menacée. Mais pour lui, cette attitude est limitée dans le temps. C'est ainsi que Lénine, en 1908, tirait les leçons de la Commune de Paris :

« La réunion de ces deux objectifs contradictoires — patriotisme et socialisme — constitue l'erreur fatale des socialistes français. Dans le Manifeste de l'Internationale de septembre 1870, Marx mettait déjà en garde le prolétariat français contre un engouement pour le mensonge nationaliste... »

Lorsque le capitalisme s'est transformé en impérialisme, le mariage de ces deux objectifs figura sur la bannière de cette maladie du mouvement ouvrier qu'est le social-impérialisme, qui a déjà entraîné à deux reprises le prolétariat dans la boucherie impérialiste mondiale. Voilà en quels termes Lénine flétrissait cette trahison :

« Reconnaître la « défense de la patrie » c'est, du point de vue du prolétariat, justifier la guerre actuelle, en reconnaître la légitimité. Et comme la guerre reste impérialiste (aussi bien sous la monarchie que sous la république) indépendamment du territoire où sont postées les troupes ennemies à un moment donné — dans mon pays ou dans un pays étranger —, reconnaître la défense de la patrie, c'est en fait [souligné par Lénine] soutenir la bourgeoisie impérialiste, exploiteuse, c'est trahir le socialisme. » (La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky).

**Lecteurs et sympathisants, diffusez la presse du parti !**

## Qu'est-ce qui bout dans le chaudron éthiopien ?

Qu'est-ce qui bout dans le chaudron éthiopien ? Quelle est la réalité qui s'exprime à travers les révoltes paysannes, les grèves ouvrières, l'agitation périodique des étudiants, la fermentation de l'armée à Addis Abéba ou en Erythrée ? Le faux extrémisme d'une prétendue Gauche répond : ce sont tous des marionnettes, dont les maîtres tirent les fils à Washington, Moscou, Pékin, et leurs succursales !

Voilà un immense territoire resté pour l'essentiel hors d'atteinte de la colonisation européenne, hormis sur ses franges périphériques, et touché cependant par les courants maritimes et aériens du commerce international ; un pays, entouré de régions ex-coloniales en pleine fermentation, où subsiste une structure de type féodal, au sommet de laquelle règne en souverain absolu un vieillard « descendant direct de Menelik I<sup>er</sup>, fils de la reine de Saba et du roi Salomon de Jérusalem » (selon les termes de l'article 1 de la Constitution de 1955), assisté du pontife non moins absolu de l'Eglise copte. L'Empereur et l'Eglise sont propriétaires de la totalité du sol éthiopien (cette dernière à raison de 40 %), cultivé avec des méthodes préhistoriques par des paysans (les 9/10<sup>e</sup> de la population totale) décimés par la faim et abrutis par la drogue philanthropiquement importée via Djibouti par les très chrétiens pays capitalistes évolués ; ces paysans végètent dans une économie élémentaire de simple subsistance, cédant une grande partie des récoltes péniblement acquises aux vassaux de l'Empereur et aux prêtres ; les salariés (moins de 150.000) des compagnies industrielles et minières internationales vivent d'un salaire d'esclaves, un des plus bas du monde ; le taux d'analphabétisme atteint 90 % ; l'unique syndicat officiel s'inspire de ce fleuron de l'opportunisme qu'est le syndicalisme américain, et est dirigé en conséquence ; depuis 1962, une guérilla sans merci fait rage en Erythrée ; 40 % de la population de l'Empire copte sont de religion musulmane et tolèrent mal le joug de l'Eglise officielle ; sur 25 millions d'habitants, 4 millions environ ont le droit de vote ; les paysans, les ouvriers, les petits-bourgeois, les musulmans et les nationalistes d'Erythrée, les soldats issus de ces couches sociales, ne se contentent pas des miettes de réformes promises par le Négus, et ils ont perdu leurs illusions sur la « révolte » intéressée des grands personnages ; en un mot, dans sa structure économique-sociale et dans sa superstructure politique et culturelle, l'Ethiopie est un pays précapitaliste très semblable aux pays féodaux de l'Europe de jadis, avec toutes les tensions sociales qui en découlent.

Toutes ces réalités bien matérielles ne font ni chaud ni froid au pseudo-extrémisme d'une certaine « gauche » : si quelque chose

s'agit dans les flancs du monstre, il faut en chercher la cause chez Nixon, Brejnev et les grandes compagnies capitalistes qui sont derrière ; en somme, quiconque se rebelle est, au moins « objectivement », un vendu (c'est la C.I.A. qui paie...) : ce « marxisme » réduit au niveau d'une science et d'une histoire imaginaires s'en lave les mains. Ou bien il déclare : les émeutes qui éclatent périodiquement ne sont pas prolétariennes, ces affaires ne sont pas de notre ressort !

En réalité, le cas de l'Ethiopie est un cas typique de révolution démocratique bourgeoise commençante, avec trois handicaps fondamentaux qui en bloquent le développement (entre un Haïlé Sélassié en veine de monarchie constitutionnelle et les hauts dignitaires de l'armée, en rébellion seulement tant qu'il s'agit d'enlever à d'autres des prébendes et d'en garder la jouissance exclusive, personne ne parle, bien sûr, de réforme agraire...).

1°) La faiblesse numérique du prolétariat local, seule force qui serait capable de pousser le mouvement à fond et de l'empêcher de s'ensabler dans le marais « constitutionnel » de la petite-bourgeoisie.

2°) La passivité du prolétariat international étouffé par la chappe de plomb de l'opportunisme, que la litanie maoïste d'une lutte constitutionnelle et patriotique avec les ouvriers et paysans à la remorque de la « bourgeoisie nationale » ne fait qu'aggraver.

3°) Le poids de l'impérialisme, qui, loin d'être hostile au féodalisme qui survit, le soutient et l'alimente pour exploiter au maximum une main d'œuvre affamée et se tenir à l'abri des menaces sociales.

S'il existait en Ethiopie un fort prolétariat avec un solide parti de classe, ils ne considéreraient pas avec la suffisance professionnelle (synonyme de « chauvinisme de grande puissance ») de nos soi-disant « ultra-gauche » les premiers signes d'une révolution démocratique bourgeoise : ils l'appuieraient au contraire et ils essaieraient d'en prendre la tête en conservant la pleine autonomie politique et organisationnelle du parti ; ils entraîneraient avec eux dans la lutte une paysannerie horriblement exploitée ; ils chercheraient à pousser la révolution bourgeoise « jusqu'au bout », bien au-delà des limites de simples réformes constitutionnelles (tout en visant bien sûr à abattre l'ignoble tandem Empereur-Eglise) ; et le prolétariat international, s'il se secouait de la torpeur où l'a plongé l'opium opportuniste renforcé par l'anesthésiant pseudo-extrémiste, l'aiderait à transformer cette révolution bourgeoise en « révolution double ».

Ces conditions indispensables d'une issue révolutionnaire font aujourd'hui défaut. Suivons cependant avec un intérêt profond, avec passion, le réveil même timide, même décevant pour le moment, de ce pays « lointain ».

### Presse Internationale

E' uscito il nr 10 (18 maggio 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana.

### IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario :

- Farsa portoghese e tragedia africana.
- Dopo la referendumata.
- Cretinismo in veste antiparlamentare.
- Lenin : « Intorno ad una caricatura del marxismo »
- Gli Shylock moderni e i loro servi.
- Che cosa bolle nel calderone etiopico ?
- « Socialismo » egiziano in crisi.
- A 20 anni da Dien Bien Phu.
- Paradiso del Guatemala.
- I laburisti al servizio di S.M. Britannica.

(suite de la page 1)

# Pour combattre la bourgeoisie

cé davantage. Cependant, si on prend un minimum de précautions pour étaler ces mesures un peu, l'incidence financière ne devrait être ni fabuleuse ni insupportable» (Les Echos du 21-5-74). Il faut donc satisfaire quelques revendications intéressant les larges couches ouvrières. De plus, il s'agit d'entraîner la collaboration plus ouverte des couches supérieures de salariés dont la campagne électorale a montré qu'ils étaient «préoccupés», en réformant un peu l'entreprise, en créant par exemple des instances de «contrôle de la gestion» où seraient admis les représentants du personnel, ce que M. Drancourt appelle une «nuit du 4 août» des «patrons» dans Le Monde du 23-5-74.

Mais il est surtout indispensable de bien présenter ces mesures : il faut créer «l'impact psychologique» et l'entreprise réclame «une hausse spectaculaire du SMIC». Il ne faut pas simplement le «pain», il faut aussi les «jeux du cirque». «Pourquoi ne pas organiser, en quelque sorte des «États Généraux» des forces vives du pays, ou plus prosaïquement un «Grenelle à froid?» se demande Le Figaro du 24-5-74, reprenant ainsi ce que la Gauche promettait dans la campagne électorale pour le cas où elle serait allée au gouvernement. Certes, explique ce journal, il est possible que des «désaccords» apparaissent «au minimum sur les échéances auxquelles les mesures promises devront s'appliquer» mais «il n'en est pas moins loisible d'envisager que certaines de ces mesures prises rapidement dans une conjoncture relativement favorable puissent désamorcer les conflits latents...», c'est ainsi que «l'ouverture d'une table ronde visant à décanter la situation et à fixer un calendrier des réalisations porterait elle-même à l'apaisement. Cela permettrait peut-être, compte tenu de la proximité des vacances et aussi d'une certaine fatigue des militants après une

longue mobilisation politique, de préserver la paix sociale au moins jusqu'à la rentrée».

Comment le prolétariat peut-il et doit-il combattre une classe capable de mobiliser tous ses organes, son gouvernement, ses organisations professionnelles, ses experts économiques et ses pisse-copie pour mener simplement une telle campagne de mensonges ? Et ceci tout en sachant bien que l'autre aspect de cette politique, c'est la violence concentrée d'un Etat armé jusqu'aux dents, d'une formidable machine bureaucratique, judiciaire, militaire et policière qui peut, lorsque la crainte qu'elle inspire et le mensonge que profère la bourgeoisie ne suffisent plus, se changer de «force tranquille» prétendument «au-dessus des classes» en force agressive et répressive ?

Dans la guerre engagée entre la bourgeoisie qui lutte pour préserver sa domination de classe et le prolétariat qui lutte pour son émancipation du capitalisme, la bourgeoisie utilise ses armes de classe. Le prolétariat, à qui la contre-révolution a fait plier le genou, que son propre parti a trahi et qui reste dans un terrible état de prostration depuis des décennies, devra, lui aussi, reprendre les siennes.

Il ne peut vaincre l'ennemi centralisé qu'en lui opposant lui aussi la concentration et la centralisation de son énergie, que seule permet l'existence d'un parti fidèle à la tradition et au programme du marxisme. Et cette centralisation doit être d'autant plus forte que le prolétariat, lui, à la différence de la bourgeoisie, doit organiser sa force et ne peut utiliser pour ce faire l'arme du mensonge que la bourgeoisie manie si bien, sans entraver son propre mouvement.

Seul le parti marxiste peut permettre au prolétariat de relier toutes les énergies qui naissent des conflits quotidiens avec la bourgeoisie en une force unique ; seul, il est capable d'utiliser ses luttes comme levier dans la lutte générale contre le capitalisme car seul il peut mener ces luttes jusqu'au bout et subordonner leurs objectifs au but final du communisme. Cette aptitude, cette capacité, le parti doit les prouver dans les faits.

Mais comme l'actuelle offensive bourgeoise le confirme avec éloquence, la défense des conditions de vie les plus élémentaires, surtout en période de difficultés économiques, suppose des revendications qui rompent avec les listes de points figurant dans le «contentieux» entre bonzes syndicaux et patrons : il est impossible à la classe ouvrière de se défendre contre la hausse considérable du coût de la vie et contre les heures supplémentaires sans fortes augmentations de salaire. Il lui est indispensable, devant l'intensification du travail et le développement du chômage, d'agir pour une réduction draconienne et immédiate du temps de travail à égalité de salaire, de lutter pour le salaire intégral pour les chômeurs et les retraités. Et il est aisé de comprendre que l'on ne peut combattre pour de telles revendications tout à fait minimum avec des armes émoussées, mais qu'il faut utiliser la force de classe du prolétariat, l'arme de la grève sans préavis et l'organisation ; il est aisé de comprendre que mener une lutte conséquente pour de telles revendications et ne pas se laisser écraser en silence, exige de faire fi des prétendues «possibilités de la production», des mensonges de l'intérêt national et autres boniments.

Telle n'est pas évidemment la

conception que se font les partis «de gauche» et l'opportunisme ouvrier, conception selon laquelle l'action économique et politique du prolétariat doit être contenue dans les limites de la «paix sociale», subordonnée au respect superstitieux de l'Etat soi-disant «au-dessus des classes», aux nécessités de la «grandeur nationale», aux exigences d'une «monnaie forte», autant de points clés de la politique de collaboration des classes qui mène invariablement à la défense non seulement indirecte, mais directe de l'Etat bourgeois.

Cela ne signifie pas que l'opportunisme qui crie aujourd'hui : «pas de trêve sociale» d'autant plus fort qu'il l'a fait respecter pendant plus d'un mois de campagne électorale, ne puisse pas reprendre à son compte des revendications économiques pressantes ; mais ce serait dans ce cas pour tenter de les rendre «légitimes», compatibles avec les exigences du capital — hypocritement voilées par un «rapport de force» invariablement présenté comme défavorable aux prolétaires en lutte — et ce serait pour canaliser les énergies prolétaires dans un mouvement interclassiste et populaire pour de mensongères réformes de l'Etat.

C'est la raison pour laquelle les grandes manœuvres sociales du capital ne peuvent être totalement comprises si l'on ignore le rôle joué par l'opportunisme, son agent au sein de la classe ouvrière, rôle que la bourgeoisie sait apprécier. Si en effet cette dernière n'a pas jugé les conditions réunies pour permettre une expérience des partis «de gauche» dont la campagne était fondée sur l'argument que, face à la crise, eux seuls pouvaient «préserver la paix sociale», elle n'en est pas moins prête aujourd'hui

à donner un «statut à l'opposition» c'est-à-dire à favoriser «la collaboration entre le gouvernement et l'opposition» ; elle tente ainsi de poser un disjoncteur supplémentaire qu'elle espère susceptible d'empêcher que «l'aggravation de la tension sociale» ne soit un motif d'incendie.

Que l'opportunisme doive être combattu sans répit car il paralyse la lutte prolétarienne et la stérilise, livrant le prolétariat pieds et poings liés à son ennemi, quand il ne se charge pas directement de diriger la bataille contre lui, ceci est une vérité rebattue pour les marxistes. Sans ce combat, les révoltes de prolétaires contre les trahisons de l'opportunisme dans la lutte contre la bourgeoisie, resteraient éparpillées et finalement inefficaces, ces révoltes qui sont pour la bourgeoisie un sujet de crainte légitime.

C'est ainsi que, si l'on cherche à préserver la «paix sociale», dans les prochains mois, selon le Figaro du 24-5-74, il faut «compter avec plusieurs impondérables. Tout acomodement avec les états-majors syndicaux implique en particulier que ceux-ci ne se sentent pas menacés de débordements gauchistes.»

C'est bien de tels «impondérables» que nous attendons car telle est la voie où le prolétariat pourra puiser les énergies et retrouver avec son parti la volonté indispensable à la lutte révolutionnaire.

## PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

● A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

## VIE DU PARTI

### RÉUNIONS PUBLIQUES

Pendant la campagne électorale, les militants du Parti sont intervenus (dans la mesure de nos forces) dans les réunions organisées par les divers courants politiques soi-disant «ouvriers», pour critiquer leur opportunisme et défendre les positions communistes. C'était aussi le but des réunions publiques que nous avons tenues dans plusieurs villes.

Il s'agissait d'abord de montrer que l'opposition entre l'insurrection violente, la destruction de l'Etat bourgeois, la dictature du prolétariat, et les prétendues «voies pacifiques, parlementaires et démocratiques» au socialisme, que cette opposition entre le communisme et le «social-démocratie» n'est pas une divergence de méthode entre courants ouvriers poursuivant le même but, mais l'antagonisme radical de classe entre le communisme et le réformisme. A la vision démocratique de l'Etat au-dessus des classes, nous avons opposé celle de l'Etat instrument de domination d'une classe ; à la perspective d'une conquête de l'appareil d'Etat bourgeois, celle de la nécessité de sa destruction ; à la revendication de la liberté et de la démocratie pour tous, celle de la dictature du prolétariat dirigée par le Parti.

On a ensuite expliqué la fonction réelle jouée par le social-démocratie. Son action tend à empêcher le prolétariat de se préparer politiquement et organisationnellement à l'affrontement violent avec l'Etat bourgeois.

La social-démocratie ne se contente d'ailleurs pas de lutter contre la préparation révolutionnaire du prolétariat. Lorsque la situation oblige les ouvriers à affronter l'Etat, elle accepte dans des cas extrêmes d'assumer le gouvernement et la direction de la lutte armée contre l'insurrection prolétarienne : ce fut le cas en 1919 en Allemagne, où la social-démocratie a montré que le refus de la violence contre l'Etat bourgeois est synonyme de la violence la plus sanglante contre le prolétariat. Ailleurs où, comme en Italie, la situation était moins cri-

tique, la social-démocratie s'est contentée de détourner les luttes ouvrières de leur objectif central, l'Etat, de les enliser et de les paralyser, laissant à d'autres le rôle du bourreau.

Enfin, même dans des situations où la domination de la bourgeoisie n'est pas effectivement mise en cause par le prolétariat, la social-démocratie peut être amenée à soutenir le gouvernement bourgeois, à y participer ou même à le prendre en main, lorsqu'il s'agit d'obtenir l'adhésion du prolétariat aux exigences de l'économie nationale, de la Patrie, etc. ; un exemple typique est celui des gouvernements de la Libération dans certains pays. C'est aussi le rôle que joue aujourd'hui le Labour Party en Angleterre, et auquel aspire la Gauche Unie en France.

On a donc rappelé qu'un gouvernement de ces partis social-démocrates — qu'ils s'appellent aujourd'hui «communistes» n'y change rien — n'a pas pour but de servir les intérêts du prolétariat, mais ceux de la bourgeoisie. On a cependant insisté sur le fait que ces partis ne sont pas pour autant des partis «bourgeois» comme les autres, mais les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, qui tirent leur efficacité même du fait qu'ils se prétendent les continuateurs du mouvement révolutionnaire, les représentants du marxisme, du prolétariat et du communisme. Si donc leur venue au «pouvoir» peut présenter un avantage pour le prolétariat, ce n'est pas parce qu'ils satisfaisaient (sinon pour tenter de le paralyser) ses revendications immédiates ; c'est encore moins parce qu'ils faciliteraient la préparation révolutionnaire à laquelle ils s'opposent de toutes leurs forces non seulement politiques mais aussi policières ; c'est uniquement dans la mesure où une telle expérience peut, sous certaines conditions, contribuer à arracher les ouvriers à leur influence. Mais pour que les masses puissent effectivement tirer les leçons d'une telle expérience gouvernementale, il faut en tout

cas que, loin de «soutenir» les social-démocrates, loin de les «pousser» et d'entretenir les illusions que les masses se font sur leur rôle, les communistes les combattent et les dénoncent d'avance, de la façon la plus claire et la plus tranchée.

On a parlé ensuite des courants politiques qui estompent cette délimitation, essayent de concilier la perspective réformiste et la perspective révolutionnaire, ou prétendent glisser de l'une à l'autre. Il existe une grande variété de formes et de degrés de ce «centrisme» ; au fond on retrouve toujours une vision «gradualiste» de la conquête du pouvoir politique, une vision de la révolution prolétarienne par étapes.

C'est bien à tort que certains de ces courants prétendent que seules divergences de tactique les séparent de nous : en fait ils ont abandonné depuis longtemps la vision marxiste de l'Etat, de la dictature du prolétariat, du rapport entre parti et classe, et ils sacrifient aux principes du démocratisme. En entravant la clarification politique et le clivage entre les social-démocrates et les communistes, ces courants en habit extrémiste constituent aujourd'hui des sources de confusion ; dans les moments cruciaux de la lutte de classe, ces sources de confusions peuvent devenir des entraves à la lutte révolutionnaire, si leur influence n'a pas été liquidée auparavant par l'action politique du parti.

A l'opposé de ces courants intermédiaires et oscillants qui tendent des ponts vers le réformisme, l'activité du parti vise à attirer et regrouper sur les positions communistes les réactions ouvrières contre le capitalisme et l'opportunisme. La reconstitution du parti comme force agissante, influençant de larges couches du prolétariat, ne peut se faire qu'en liaison avec les luttes spontanées, par l'intervention du Parti dans les luttes partielles et immédiates, économiques aussi bien que politiques. Mais elle ne peut se faire que sur la base d'une délimitation rigoureuse dans tous les domaines, par la lutte politique contre l'opportunisme et les faux extrémismes.

Si notre anti-électorisme n'a rien à voir avec l'indifférentisme, notre intervention dans la campagne électorale pour mettre en garde contre l'opportunisme ne serait-ce que la faible fraction du prolétariat que nous pouvons toucher aujourd'hui,

doit être en parfaite cohérence et continuité avec l'ensemble du travail de préparation du Parti, de préparation du prolétariat à ses tâches révolutionnaires.

### RÉUNION RÉGIONALE DANS LE NORD

Le premier rapport fait à la dernière réunion régionale du Nord constituait le début d'une série d'exposés qui seront consacrés au premier volume de notre Histoire de la Gauche communiste.

S'appuyant sur nos thèses classiques d'après 1945, le rapport a d'abord rappelé l'importance de l'Histoire de la Gauche dans notre combat pour la reconstitution du parti mondial de classe. C'est parce que notre lutte se heurte, depuis plus d'un siècle, à des forces sociales et politiques qui ont leurs constantes historiques, que l'histoire du mouvement communiste n'a pour nous rien de livresque ni d'académique, mais est au contraire un guide pour l'action d'aujourd'hui et de demain, car «aucun mouvement ne peut triompher dans l'histoire sans la continuité théorique qui n'est autre chose que l'expérience des luttes passées».

L'Histoire de la Gauche communiste est une histoire de parti. Partant de 1847, date de la constitution complète et définitive du parti «au sens historique du terme», c'est-à-dire en tant que programme marxiste invariable, elle suit la «ligne ascendante» de ce parti à travers «la ligne tourmentée des partis formels, avec ses zig-zags, ses hauts et ses bas, voire ses chutes brutales», en étudiant la formation du parti formel et son influence sur les événements «au cours d'une période suffisamment longue pour pouvoir établir des comparaisons utiles entre l'orientation prise par le parti lui-même et les événements successifs, afin de tirer des vicissitudes et même des crises du parti, dans ses rapports avec toute la société au sein de laquelle il se meut» des enseignements précieux pour forger ce parti «à la fois historique et formel» qui doit exister avant la révolution pour que celle-ci puisse vaincre.

L'histoire des partis révolutionnaires n'est pas celle des unions et des fusions qu'affectionne l'oppo-

rtunisme, mais celle d'une délimitation et d'une sélection sévères, celle de «scissions entre des ailes, des courants, des tendances qui, d'abord unis et même confondus, deviennent ensuite distincts et même ennemis, prenant alors des voies divergentes et opposées». C'est à travers de la continuité d'une lutte à la fois théorique et pratique contre des ennemis toujours plus «proches» que le parti affine ses armes, se renforce, se structure, et se rend apte à l'accomplissement de ses tâches révolutionnaires suprêmes.

Constitué en 1921, le Parti Communiste d'Italie, section de la Troisième Internationale, n'aurait jamais pu être ce qu'il fut sous la direction de notre courant, c'est-à-dire le seul parti en Occident à s'aligner complètement et sans réserves sur les positions restaurées par les bolcheviks, sans la continuité de la lutte particulièrement tenace menée par la Gauche Communiste dite «italienne» (et qui n'est en fait que le courant marxiste intransigent en Italie) contre toutes les déviations du marxisme.

Plongeant ses racines dans le Manifeste, la Gauche Communiste commence à se dessiner en Italie, dans les années 1880, prend corps vers 1910, s'affirme enfin dans la période qui précède immédiatement la première guerre mondiale. En suivant le fil de la chronologie, le rapport a dégagé les principaux problèmes et étapes de la période 1847-1907, en rapport avec l'histoire du mouvement ouvrier mondial : la naissance du marxisme comme bloc achevé en 1847, la lutte contre l'anarchisme et l'ouvriérisme, la fondation du Parti Socialiste (le Programme de Gênes et la «conquête des pouvoirs publics») en 1892, l'opposition au colonialisme, le problème de l'attitude face à la gauche bourgeoise et la naissance du réformisme (1900), l'impérialisme et le développement de la maladie opportuniste social-démocrate, enfin la lutte contre le syndicalisme-révolutionnaire.

Le prochain exposé traitera des années 1907-1914.

directeur - gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie «E.P.»  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les NMPP